

# Pour Washington, « l'Europe doit mettre sa maison en ordre »

Anne-Marie Slaughter, directrice de la prospective au département d'Etat, défend le bilan Obama

## Entretien

Washington  
correspondante

De George Kennan, en 1947, à Paul Wolfowitz, Richard Haass ou Dennis Ross, une longue lignée de diplomates de haut rang a dirigé le bureau de la prospective au département d'Etat, le « think tank » du ministère américain des affaires étrangères. Anne-Marie Slaughter est la première femme à occuper ce poste stratégique. Ancienne professeur de droit international à Harvard, doyenne de la Woodrow Wilson School of International Affairs à Princeton, elle est chargée de l'élaboration à long terme de la diplomatie de l'administration Obama. **Un an après l'élection de Barack Obama, qu'est-ce qui a changé ?**

L'administration croit vraiment en la diplomatie. Au travail de la diplomatie. Nous avons obtenu des résultats concrets. L'accord que viennent de signer les Turcs et les Arméniens, par exemple. Il a fallu des mois et des mois de travail très intensif. Pas seulement de notre part mais de la part des Suisses, des Turcs et des Arméniens

« Certains pays ne nous aiment pas mais ils détestent encore plus un autre Etat »

eux-mêmes. Ce n'est pas le résultat d'une grande initiative spectaculaire, d'un plan, une doctrine... C'est un travail quotidien, constant. [La secrétaire d'Etat] Hillary Clinton a passé des dizaines de coups de fil.

Même chose avec le Honduras. C'est un accord important [conclu le 30 octobre entre les putschistes et le président déchu]. Pour la première fois dans cet hémisphère, un pays dont le gouvernement démocratique a été suspendu, a résolu la situation sans avoir recours à la force mais d'une manière constitutionnelle. Là aussi, il a fallu des mois de travail, de la part de nombreux pays, et certainement des Etats-Unis. Des coups de téléphone quotidiens, des négociations, des revers, des progrès.

C'est ce qu'il a fallu et c'est ce qu'il va falloir aussi sur le processus de paix au Proche-Orient. Les réunions ne produisent pas toujours le résultat que vous souhai-

tez. C'est très frustrant. Mais vous êtes dans un processus. C'est l'une des caractéristiques de l'approche de Hillary Clinton et de Barack Obama : ils ne se contentent pas de parler de diplomatie, ils travaillent. **Les Palestiniens sont déçus...**

On ne peut pas changer l'opinion publique dans le monde arabe et musulman avec des mots. Il faut des actes. Nous devons rester engagés sur la question. Nous devons faire tout ce que nous pouvons et nous essayons.

**Les critiques disent que le bilan de la politique « d'engagement » est maigre...**

Vous ne pouvez pas mesurer les résultats en dix mois ! Prenez la Birmanie, nous avons annoncé une nouvelle politique il y a deux mois seulement. Il y a eu des petits signes. Le régime a infligé à [l'opposante] Aung San Suu Kyi la peine la plus faible. Bien sûr nous aurions préféré qu'elle ne soit pas condamnée, ni même inculpée. Mais les progrès diplomatiques sont souvent mesurés en petits gestes.

Sur l'Iran, une proposition est sur la table. Les Iraniens sont manifestement en train de se débattre avec. Si cette proposition aboutit, cela va changer l'espace pour d'autres négociations. Compte tenu de tous les événements qui se sont produits en Iran depuis que nous avons annoncé notre politique, ce n'est pas mal.

**Comment éviter de légitimer des régimes autoritaires ?**

La réponse touche au cœur du choix fondamental de l'administration. Cette administration est pragmatique. Cela ne veut pas dire qu'elle ne se soucie pas des valeurs universelles. Mais elle veut des résultats. Et elle ne pense pas que l'on obtient des résultats en refusant de se salir les mains, en restant sur le côté, sur une ligne « idéologiquement pure ».

Le simple fait de parler à un autre gouvernement ne veut pas dire que vous approuvez tout ce qu'il fait. Quand Hillary Clinton est allée en Chine, elle a dit : nous allons travailler sur le changement climatique et l'économie, c'est indispensable, nous n'allons pas laisser les droits de l'homme interférer avec cet effort-là. Mais ça ne veut pas dire que nous ne soutenons pas des droits de l'homme en Chine. Nous avons pris d'autres initiatives pour faire passer le message, à la fois en privé et au Conseil des droits de l'homme.

**L'administration Obama considère-t-elle que le monde est multipolaire ?**

Nous ne sommes plus à l'époque où le fait que Jacques Chirac parle de monde multipolaire était perçu comme un défi aux Etats-Unis. Il est clair que le pouvoir se diffuse entre acteurs étatiques et non étatiques. Mais on ne peut pas dire que le monde est multipolaire. Il faudrait qu'il y ait non seulement des centres de pouvoir différents mais que chacun de ces centres possède sa propre sphère d'influence et qu'ils soient en compétition les uns contre les autres. Ce n'est pas le monde actuel. Et c'est un monde que les Etats-Unis veulent empêcher de se développer. C'est pourquoi Hillary Clinton a proposé un monde de multipartenariats, plutôt qu'un monde multipolaire.

**Comment voyez-vous le rôle des Etats-Unis ?**

En tant que leader global, nous

devons amener ces puissances multiples à travailler ensemble pour régler les problèmes collectifs. Et nous ne devons pas craindre que d'autres pays prennent la direction des opérations. Les problèmes sont trop importants. Quand la Russie a envahi la Géorgie, [Nicolas] Sarkozy est allé sur place le premier, en tant que président de l'Union européenne. C'était une bonne chose. La crise était dans la « cour » de l'Europe. Nous n'avons pas toujours besoin de sentir que nous sommes en tête pour diriger.

Nous avons toujours la première économie du monde, et la première armée, même si le fossé entre nous et les autres pays s'est réduit. Mais au XXI<sup>e</sup> siècle, notre puissance est fondée sur d'autres éléments. Certains pays ne nous aiment pas mais ils détestent encore plus un autre Etat. Nous sommes vus comme un intermédiaire



Anne-Marie Slaughter est la première femme à diriger le « think tank » de la diplomatie américaine. JAY WESTCOTT/POLARIS

plus honnête ou une puissance plus bienveillante que d'autres qui pourraient jouer le rôle que nous jouons. Nous avons aussi une capacité extraordinaire à réunir, à connecter et à catalyser l'action. Le G20 est un bon exemple. Ou la piraterie dans l'océan Indien. Notre puissance nous permet d'établir des connexions entre différents pays, parfois très éloignés mais qui ont des choses à échanger. Nous sommes confrontés à des menaces globales : notre pouvoir réside dans notre capacité à aider à

résoudre ces problèmes en rassemblant les autres nations.

**Quelle est la place de l'Europe ?**

L'éventail des possibilités de partenariat est énorme. Nous sommes très étroitement alignés sur nos objectifs. Mais il appartient à « l'Europe post-Lisbonne » de mettre sa maison en ordre, d'une manière qui nous permette d'être des partenaires efficaces. Dans les prochains mois, les choix que va faire l'Europe vont être très importants. ■

Propos recueillis par  
Corine Lesnes

## Italie

### 23 agents de la CIA condamnés pour l'enlèvement d'un imam égyptien

MILAN. La justice italienne a condamné, mercredi 4 novembre, 23 ex-agents de la CIA et deux agents italiens pour l'enlèvement en février 2003, à Milan, de l'imam égyptien Abou Omar. Au total, 26 Américains étaient jugés par contumace et sept Italiens. L'ex-chef de la CIA à Milan, Robert Seldon Lady, s'est ainsi vu infliger huit ans de prison, et 22 autres ex-agents devront purger en principe cinq ans de réclusion. Les deux agents italiens ont été condamnés à trois ans de prison. L'un des agents de la CIA condamnés a reconnu devant la presse qu'elle avait « enfreint la loi » mais s'est plainte d'avoir été « abandonnée » par ses supérieurs. M. Omar avait été conduit dans une prison égyptienne, où selon ses avocats, il a été torturé. — (AFP, Reuters) ■

### Mexique Cartels : 28 meurtres dans le Nord mexicain

CIUDAD JUAREZ. Vingt-huit meurtres ont été commis dans le nord du Mexique, mardi 3 novembre, dont celui d'un militaire américain, David Booher, tué dans un bar de Ciudad Juarez. — (AFP)

### Tunisie Le gouvernement s'insurge contre M. Delanoë

TUNIS. Les autorités tunisiennes ont dénoncé, le 4 novembre, les déclarations « intempestives et incongrues » du maire de Paris, Bertrand Delanoë, qui a appelé « au respect strict des droits de l'homme en Tunisie ». Quatre villes dont Bizerte (ville natale de M. Delanoë) ont annoncé leur retrait de l'Association des maires francophones qu'il dirige. — (AFP)

### Afghanistan L'ONU évacue 600 personnes du pays

KABOUL. Le porte-parole des Nations u a indiqué, jeudi 5 novembre, que près de 15 % du personnel de l'organisation qualifiés de « non essentiels » quitteraient le pays pour des raisons de sécurité. Cette décision intervient après l'attaque, le 28 octobre, des talibans contre une des maisons d'hôtes de l'ONU à Kaboul. — (AFP)

PRIORITÉ CRÉDIT

1<sup>ER</sup> PRÊTEUR EN FRANCE<sup>1</sup>,  
NOUS FINANÇONS LE LOGEMENT  
LÀ OÙ VOUS EN AVEZ BESOIN.

En distribuant plus de  
2500 prêts immobiliers par jour<sup>2</sup>.

Le Crédit Agricole s'engage quotidiennement pour le logement des Français. 1 propriétaire sur 4<sup>3</sup>, détenteur d'un crédit habitat, a fait confiance au Crédit Agricole et près de 2 sur 5<sup>4</sup> lui font confiance pour financer leur projet d'économie d'énergie.

En tant que 1<sup>er</sup> prêteur du logement<sup>1</sup>, nous avons le devoir d'accompagner activement la relance. N'attendez pas pour venir nous rencontrer.

UNE RELATION DURABLE, ÇA CHANGE LA VIE. BANQUE ET ASSURANCES



(1) Source Banque de France au 31/03/2009 en part de marché sur les encours. (2) Nombre de prêts habitat du 01/01/2009 au 30/09/2009. Source Crédit Agricole S.A. (3) Source Operbac 2008. (4) Source SGFGAS au 15/09/2009. Sous réserve d'acceptation de votre dossier par votre Caisse Régionale de Crédit Agricole, prêteur. Pour les prêts entrant dans le champ d'application des articles L. 312-1 à L. 312-36 du Code de la consommation, l'emprunteur dispose d'un délai de réflexion de 10 jours pour accepter l'offre de prêt. La réalisation de la vente est subordonnée à l'obtention du prêt. Si celui-ci n'est pas obtenu, le vendeur doit rembourser les sommes versées.